

Voici une esquisse de texte d'orientation du CRIDEV qui, alimenté par le regard de tous les acteurs du CRIDEV, devrait faire évoluer le projet associatif et permettre aux salariées d'établir un plan d'action pour le court-moyen terme...

Le bureau, 22 février 2016

Préambule

Le CRIDEV a beaucoup évolué depuis 40 ans dans ses modes d'action (mise à disposition d'une documentation plurielle, alternative et indépendante ; interpellation des pouvoirs publics et des citoyens ; soutien à des mouvements sociaux et politiques du Sud ; développement de l'EACI et de l'accompagnement à la mobilité jeune en solidarité internationale etc.) mais également dans sa gouvernance (le salariat est finalement assez récent dans la vie de la structure). Certains disent que le CRIDEV est moins « politique » qu'avant, peut-être parce que le militantisme évolue, que la structure est essentiellement financée par les collectivités locales, que son action directe d'appui à des collectifs du Sud s'est atténuée... Certes le CRIDEV continue à interpeller les élus politiques et les citoyens notamment par sa participation à des collectifs altermondialistes (Stop paradis fiscaux, stop tafta par exemple) ou à des manifestations locales (comme Alternatiba ou la Marche contre Monsanto) et par ses relais de campagne. Mais il est davantage devenu une association d'éducation à la citoyenneté internationale EACI qui a fait sien le slogan INFORMER-COMPRENDRE-AGIR. L'information, il la produit à travers l'organisation de conférences, de débats, sa newsletter mensuelle, sa vitrine. Ses actions d'animation-formation, si elles s'inscrivent dans la durée peuvent aller jusqu'à permettre la « conscientisation », l'accompagnement de jeunes porteurs de projets de mobilité aussi... Mais où en sommes-nous de l'AGIR ? Quelle est notre capacité aujourd'hui à produire du changement, de la transformation sociale ? L'EACI est certes indispensable pour permettre à tout citoyen de développer un esprit critique sur la société actuelle, les rapports de domination entre Etats, le pouvoir du système économique capitaliste, les droits humains... mais permet-elle de changer ces rapports de domination, de redonner du pouvoir d'agir aux citoyens, de faire reconnaître leurs droits ? Plus qu'une association de solidarité internationale (ASI), le CRIDEV n'aurait-il pas vocation aujourd'hui à être une structure d'éducation populaire politique « visant l'émancipation de groupes dominés, par des pédagogies critiques, leur participation à la vie publique et la visée de transformation radicale de l'ordre social » (selon la Coopérative la Trouvaille), avec sa spécificité d'agir dans le champ des solidarités internationale et locale ?

Le contexte

[Extraits de ORIENTATIONS DU RESEAU RITIMO A MOYEN TERME (2016-2020)]

En gras/italique les passages les plus évocateurs

Depuis les années 1980, des évolutions du contexte, structurelles et pourtant très rapides, impactent le secteur du développement et de la solidarité internationale : diffusion planétaire d'un mode de développement fondé sur la dérégulation et sur la financiarisation de l'économie, accroissement des inégalités y compris au sein des pays dits riches, pressions multiples sur les ressources naturelles non renouvelables, accélération et multiplication de dégradations parfois irréversibles de l'environnement, multi-polarisation du monde et changements géopolitiques profonds, augmentation des facteurs de conflits (accès à l'eau et aux ressources énergétiques, climat, replis identitaires ou religieux...). Ces

évolutions interpellent la plupart des références implicites sur lesquelles les acteurs de la solidarité internationale, issus des mouvements tiers-mondistes puis altermondialistes pour certains, avaient fondé leur projet associatif et leur logique d'intervention.

Ainsi, la solidarité internationale, depuis la mondialisation puis la crise en Europe, ne peut plus fonder sa légitimité sur la seule grille de lecture Nord-Sud / pays riches - pays pauvres / colonisateurs - colonisés et sur les logiques compensatrices qui découlent de cette compréhension du monde, même si les conséquences de la domination coloniale et des luttes de libération sont toujours présentes et impactent la conscience politique et sociale de plusieurs générations. Elle doit intégrer le droit à des conditions de vie dignes pour toutes et tous, partout, et donc également la nécessité de la solidarité de proximité.

Si la solidarité internationale reste indispensable à un idéal de progrès planétaire, elle doit être dorénavant vue comme la dimension internationale de la solidarité, et non plus comme un champ d'action particulier et autonome.

De plus, la perception et la compréhension de la crise écologique rendent moins évidente l'approche par la redistribution du produit de la croissance, qui pourtant reste encore mise en avant dans la revendication pour un monde meilleur et comme mode opératoire principal de l'action de solidarité internationale. Il faut conserver l'exigence de justice que sous-tend cette approche, mais il faut lui intégrer la raréfaction des ressources et la lutte contre les dégradations de l'environnement auxquelles conduit le modèle productiviste.

Résoudre cette contradiction est important, à l'heure où l'urgence écologique s'impose et devient un fort vecteur de conscientisation et d'engagement citoyen. Il n'est plus possible de défendre la justice sociale au détriment de la préservation des conditions de la vie sur Terre, et il n'est pas acceptable de prôner l'inverse. ***L'engagement pour un monde juste et durable se base sur la défense des victimes de toutes les injustices qu'elles soient sociales, économiques et écologiques, sur la détermination des responsabilités politiques et économiques et sur le caractère systémique des causes communes aux crises en cours.***

Plus généralement, les standards politiques et moraux issus de l'après seconde guerre mondiale sur lesquels se fondait tout le discours progressiste (droits de l'Homme, antiracisme, État providence, protection sociale, paix, décolonisation et indépendances...), sont moins facilement partagés aujourd'hui. Leur affirmation n'est plus suffisante contre les tentations politiques autoritaires, excluantes et coercitives qui sont de plus en plus jugées crédibles par les électeurs pour faire face aux crises. ***Les réactions négatives aux principes du vivre-ensemble et de l'égalitarisme sont de plus en plus fortes, favorisées par les filtres d'un système médiatique qui parle de la sécurité sociale comme d'un déficit, de la migration comme d'une invasion, de la vente d'avions de chasse comme d'une réussite économique.***

Dans un tel contexte, l'injonction morale n'est pas une réponse suffisante et peut même être contre-productive. En revanche, la référence éthique reste indispensable. Les standards progressistes doivent être réactualisés au niveau des concepts (transitions, biens communs, « care », liberté de circulation et droit à la mobilité...). Ils doivent aussi être expérimentés et mis en valeur concrètement, par l'interpellation des politiques, comme dans les projets mis en œuvre par la société civile. Ils doivent enfin être transmis avec des pédagogies adaptées.

C'est tout le discours internationaliste et solidaire qui doit être renouvelé et c'est un immense défi posé à tous les acteurs de la solidarité transformatrice dont Ritimo fait partie.

Quelles orientations possibles pour le CRIDEV aujourd'hui ?

Forts de ce contexte, nous devons nous questionner sur la meilleure façon d'accompagner l'émancipation des jeunes, des habitants d'ici et d'ailleurs et leur pouvoir d'agir. A travers chacune de nos actions, interrogeons-nous sur les besoins auxquels elles répondent ? Comment pouvons-nous concilier urgence planétaire et urgence sociale sur nos territoires? Notre projet pourrait se décliner en 4 axes :

- **L'interpellation**

→ Intervenir sur l'espace public pour favoriser l'expression, la prise de conscience et l'action citoyenne (par la participation à des manifestations de rue collectives, des porteurs de parole etc.)

→ Jouer un rôle de lobbying auprès des pouvoirs publics sur toutes les questions en lien avec les solidarités locale et internationale : le pillage des ressources des pays du Sud orchestré par les Etats et les multinationales (notamment par les accords internationaux de libre échange ou les paradis juridiques et fiscaux), le non respect des droits humains et environnementaux mais aussi l'accueil des migrants sur notre territoire. Comment le CRIDEV joue-t-il son rôle de contre-pouvoir, d'acteur de la société civile ? Comment peut-il contribuer à influencer la prise de décision politique pour faire respecter les droits des populations du « Sud » qui vivent au « Sud » mais aussi les « Sud » qui vivent sur notre territoire ?

→ Favoriser la réflexion et l'échange entre militants et citoyens pour mieux se mobiliser dans l'action (par l'organisation de conférences, espaces de débat etc.)

- **L'animation/formation**

→ Mettre en place des processus d'animations et de formation en éducation à la citoyenneté internationale pour accompagner les publics (y compris les ASI)

- Dans leurs processus de compréhension des enjeux mondiaux sur les droits humains et de formation à la citoyenneté internationale

- Dans la réalisation d'actions de transformation qui modifient les rapports de domination (sociaux, culturels, économiques – à l'argent, au pouvoir des multinationales, etc.)

→ Diffuser auprès des « relais sociaux » des méthodes, des outils et des références pour qu'ils développent dans leurs activités sociales et éducatives des éléments d'une citoyenneté internationale.

- **L'action collective/communautaire**

→ Créer des alliances avec les structures locales qui accompagnent les personnes issues de l'immigration pour participer à la défense de leurs droits, du mieux vivre sur notre territoire, faciliter les relations interculturelles etc.

→ Mobiliser les citoyens sur des questions qui les touchent au quotidien et qui raisonnent à l'échelle planétaire (pratiques de consommation alimentaires et de loisirs par exemple) afin de faire ressentir l'interdépendance de nos actes. Faire le lien entre le local et le global.

- **L'accompagnement des porteurs de projets de mobilité**

→ Sensibiliser les porteurs de projet sur les enjeux de leur mobilité et la mise en lien entre les populations qu'ils vont rencontrer là-bas et celles qui vivent ici.

→ Faire prendre conscience de leur capacité d'agir à l'échelle locale, avant leur départ ou à leur retour, pour inscrire leur voyage dans une démarche citoyenne personnelle sur le long terme.

En transversal à tous ces axes : les ressources documentaires (écrits, supports pédagogiques, supports audio-visuels...).

→ Mettre les livres, les revues (par des revues de presse par exemple) et les outils pédagogiques au service de l'interpellation, de l'animation, de l'action collective et de l'accompagnement de projets de mobilité.

→ Eduquer à la lecture critique des médias et valoriser les sources d'information alternatives